

MONDE

Double véto au Conseil de sécurité. La Russie et la Chine ont opposé leur veto au projet de résolution des Occidentaux condamnant la répression en Syrie. 9 Etats membres du Conseil de sécurité ont voté en sa faveur, (ce qui était suffisant pour passer en l'absence de veto). Il y a eu 4 abstentions (Afrique du Sud, Brésil, Inde et Liban). Le texte, rédigé par la France en coopération avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Portugal, laissait la porte ouverte à des sanctions si le régime de Bachar al ASSAD poursuivait sur cette voie. D'après l'ONU, les opérations de l'armée syrienne et des forces de sécurité contre les manifestants ont fait au moins 2.700 morts depuis la mi-mars. L'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard ARAUD, a déclaré que l'attitude de la Chine et de la Russie ne stopperait pas les efforts en cours pour tenter de mettre fin à la répression du mouvement de contestation syrien. « *Aucun veto ne donnera de carte blanche aux autorités syriennes* », a-t-il ajouté.

Les réactions. Dans une réaction commune, les Européens soulignent que « *ceux qui ont bloqué cette résolution le porteront sur leur conscience* » et que ce revers porte un « *coup amer* » aux militants démocrates de Syrie. Susan RICE, ambassadrice des Etats-Unis, a souligné que Washington était « *outré* » par le double veto sino-russe. Le Britannique Mark LYALL GRANT a fait part de sa « *profonde déception* ». Enfin l'ambassadeur russe Vitali TCHOURKINE, a expliqué lui que le veto de Moscou illustre « *un conflit d'approches politiques* » entre la Russie et les pays européens siégeant au Conseil de sécurité.

Mahmoud Abbas devant le Conseil de l'Europe. Le Président palestinien a demandé aux Européens d'apporter leur soutien au « *printemps palestinien* », en appuyant sa demande d'adhésion à l'ONU d'un Etat de Palestine, dans un discours prononcé à Strasbourg. « *Vous avez soutenu le printemps arabe qui recherchait la démocratie et la liberté* », a déclaré M. ABBAS devant l'Assemblée parlementaire, où siègent des parlementaires des 47 pays membres de l'organisation paneuropéenne. « *Désormais, le printemps palestinien est arrivé, demandant la liberté et la fin de l'occupation. Nous méritons votre soutien* », a-t-il lancé sous les applaudissements après avoir exprimé sa « *fierté* » de l'appui symbolique apporté en début de semaine par cette assemblée.

La Palestine à l'UNESCO ? L'agence culturelle des Nations unies (Unesco) s'est prononcée en faveur d'un processus de reconnaissance de la Palestine comme Etat membre à part entière de l'organisation. La France a jugé la décision prématurée : « *La priorité est à la reprise des négociations* » avec Israël, « *l'Unesco n'est pas l'enceinte appropriée* » et la Conférence générale de cette organisation de l'ONU, prévue fin octobre « *n'est pas le moment* », a souligné le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard VALERO.

EUROPE

Investissements européens étendus. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a annoncé avoir reçu le feu vert de ses actionnaires pour étendre ses opérations aux pays arabes. La Berd va pouvoir fournir une coopération technique à l'Egypte, au Maroc, à la Tunisie et à la Jordanie « *dans les prochaines semaines ou mois pour y préparer de futurs projets d'investissement* », a indiqué la banque.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Le pit-bull restera à la niche en 2012. Celle qui se surnommait « *le pit-bull avec du rouge à lèvres* », Sarah PALLIN, ex-candidate à la vice-présidence des Etats-Unis face à Barack OBAMA, a annoncé qu'elle ne se présenterait pas à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012. En cause, selon elle, la famille, qui passe en premier. 66% des républicains ne souhaitent pas la voir face à OBAMA. Les primaires se dérouleront donc sans elle, en janvier.

OUATTARA au Ghana : une politique de « bon voisinage ». C'est la première visite officielle du Président ivoirien chez son voisin de l'Est, près de 6 mois après la fin de la crise postélectorale qui a fait quelque 3.000 morts selon l'ONU. Le Ghana abrite des camps accueillant plusieurs milliers de

réfugiés ivoiriens, parmi lesquels de nombreux partisans de M. GBAGBO. Les autorités ivoiriennes, ghanéennes et le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) devaient signer un accord pour le rapatriement volontaire de ces exilés.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le NON NON de Jean-Louis BORLOO. Dimanche dernier au 20 Heures de TF1, Jean-Louis BORLOO a annoncé son intention de ne pas entrer dans la course élyséenne. Expliquant que sa candidature « *apporterait plus de confusion* », le président du Parti radical estime que « *la dynamique des centres* » n'était « *pas suffisante pour porter une candidature* » au second tour.

Le OUI, OUI de François BAYROU. Oui, sa candidature à l'élection présidentielle est certaine. Oui, le président du Mouvement démocrate estime que le forfait de Jean-Louis BORLOO va dans le sens de la clarté au centre et que cela est positif pour sa propre candidature. Il a appelé au « *rassemblement de tous ceux qui utilisent le mot « centre » comme un mot qui a du sens* ». François BAYROU, qui avait recueilli 18,6% des voix au premier tour en 2007, espère bien atteindre le 2^{ème} tour de scrutin au printemps prochain.

Quel avenir pour le Parti radical ? Jean-François COPE a amorcé une « *ébauche de dialogue* » avec son président d'honneur, André ROSSINOT. « *Bien sûr, l'heure n'est absolument pas à parler d'autre chose que de dialogue* ». Le secrétaire général de l'UMP ajoute : « *On a acté le principe de se parler. Après, tout est ouvert* ». Selon un élu UMP, « *le Parti radical est en train de tourner à la vitesse grand V la page BORLOO* ». « *On connaît même déjà le nom du futur président du Parti radical : c'est Jean LEONETTI* », le ministre des Affaires européennes, qui n'a jamais quitté le parti majoritaire, affirme cette source. L'UMP vient par ailleurs de verser 500.000 euros au Parti radical, soit le prorata - jusqu'en mai -, de la dotation annuelle d'1,2 million due par le parti présidentiel. Le Parti radical avait menacé d'assigner l'UMP en justice pour récupérer cette dotation.

JUPPE devant SARKOZY ? Selon un sondage Viavoix pour Libération, Alain JUPPE serait à 26% devant Nicolas SARKOZY (21%), François FILLON (16%) et Jean-François COPE (10%). Explications du faible score des chefs de l'exécutif : « *La dette et les déficits publics* » (65%), « *l'insuffisance des résultats économiques et sociaux* » (64%) et « *les affaires politico-financières* » (62%). Alain JUPPE répète qu'il fera tout pour faire élire Nicolas SARKOZY en 2012. A l'été 2007, SARKOZY bénéficiait d'une popularité comprise entre 65% et 67%. Aujourd'hui - selon ce sondage - 68% des Français ne souhaitent pas le voir réélu.

L'opposition se compte. François HOLLANDE dispose d'une popularité de 53% (-2 points). Il a 7 points d'avance sur Martine AUBRY (46%, +1). Manuel VALLS obtient 34% (+3 points) et Arnaud MONTEBOURG fait une nette percée en gagnant 6 points : il recueille 30% d'opinions favorables.

Des primaires à droite ? Oui, mais... Uniquement au sein de l'UMP et pas pour 2012... François FILLON et Jean-François COPE se sont montrés d'accord pour qualifier de « *moderne* » le principe d'élection primaire, rappelant l'un comme l'autre, dans des déclarations publiques indépendantes, qu'un tel processus de sélection des candidats était « *déjà dans les statuts de l'UMP* ». C'est effectivement le cas, mais seuls les adhérents à jour de cotisations peuvent participer. Pas d'ouverture aux sympathisants donc, comme pour les primaires organisées à gauche dont le premier tour est ce dimanche 9 octobre. Et des primaires UMP pour 2012 ? François FILLON répond « *pas de primaire pour le président de la République lorsque celui-ci se représente* ». Pour le reste, « *il est naturel qu'il y ait un processus démocratique de choix des candidats (...). C'est un processus auquel pour ma part j'adhère et qui, encore une fois, fait partie des statuts de l'UMP* », a-t-il répété.

Paris : sous la plage, les pavés. Après les élections sénatoriales marquées par les dissidences à droite, les tensions subsistent au sein de la fédération UMP de la capitale. 18 élus UMP de Paris, dont Rachida DATI, maire du 7^{ème} arrondissement, Pierre CHARON, élu sénateur à la tête d'une liste dissidente, ou Claude GOASGUEN, député et maire du 16^{ème} arrondissement, ont signé un « *Manifeste pour en finir avec la spirale de l'échec à Paris* », dans lequel ils appellent à des « *primaires ouvertes à tous les citoyens de Paris* » pour les municipales 2014. Ils rappellent que « *la droite et le centre ont subi 8 défaites électorales en 10 ans* ».

Elections primaires pour désigner le candidat socialiste en 2012 : 1^{er} tour ce dimanche 9 octobre. Si aucun des 6 candidats n'obtient plus de 50% des voix, un second tour est prévu le dimanche suivant, 16 octobre. 5 socialistes - Martine AUBRY, François HOLLANDE, Arnaud MONTEBOURG, Ségolène ROYAL, Manuel VALLS - et le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel BAYLET, sont candidats à l'investiture. Contrairement aux primaires de 1995 et de 2006,

l'édition 2011 n'est pas réservée aux seuls militants socialistes. Le vote aura lieu dans quelque 9.500 bureaux de vote, ouverts jusqu'à 19h00, dont la liste est consultable sur le site internet www.lesprimairescitoyennes.fr. Pour y participer :

- être inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010 ;
- lors du vote, chaque électeur devra verser au moins 1 euro pour le financement du scrutin ;
- signer une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche ;
- pour les mineurs, il faut avoir 18 ans au moment de l'élection présidentielle ou bien être membre du Parti socialiste (PS) ou du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ;
- les personnes n'ayant pas la nationalité française peuvent voter si elles sont au PS (ou du MJS).

PARLEMENT

Assemblée nationale

Examen des textes relatifs à la protection des consommateurs et à la sécurité sanitaire en matière de médicaments.

Le Sénat nouveau est arrivé...

La Présidence du Sénat est socialiste. Jean-Pierre BEL, 59 ans, sénateur socialiste de l'Ariège, a été élu Président du Sénat, par ses pairs samedi 1^{er} octobre 2011. Au cours d'une séance publique présidée par le doyen de la Haute Assemblée, Paul VERGES, sénateur communiste de la Réunion, et à l'issue d'un scrutin secret à la tribune, Jean-Pierre BEL a obtenu 179 voix contre 134 voix à Gérard LARCHER, sénateur UMP des Yvelines, Président sortant, et 29 voix à Valérie LETARD, sénatrice centriste du Nord.

Les Groupes politiques : les nouveaux rapports de force. La gauche est légèrement majoritaire dans cinq des six commissions permanentes du Sénat, gauche et droite étant à égalité à la commission de l'Economie. A noter l'accord entre les groupes PS et UMP du Palais du Luxembourg pour que la commission des Finances de la Haute Assemblée soit présidée par un sénateur UMP. C'est Philippe MARINI, jusqu'alors rapporteur général du Budget, qui a été élu.

- **Le groupe socialiste**, rebaptisé provisoirement « Groupe socialiste, Apparentés, et groupe Europe Ecologie Les Verts rattaché » compte 141 membres, dont 12 sénateurs « apparentés » et 10 sénateurs écologistes « rattachés », dans l'attente de l'abaissement du seuil des 15 sénateurs nécessaires pour former un groupe, actuellement en vigueur, qui devrait passer à 10. Le nouveau Président du Sénat, Jean-Pierre BEL, s'est en effet déclaré favorable à l'abaissement du seuil de constitution des groupes politiques, afin de permettre la constitution d'un groupe des Verts.
- **Le groupe UMP**, présidée par Jean-Claude GAUDIN, compte 132 membres dont 1 sénateur « apparenté » et 11 sénateurs « rattachés » ;
- **Le groupe de l'Union centriste et républicaine (UCR)**, présidé par François ZOCCHETTO, compte 31 sénateurs ;
- **Le groupe Communiste**, républicain et républicain (CRC) compte 21 sénateurs ;
- **Le groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)** compte 16 sénateurs.
- Enfin, 7 sénateurs ont fait le choix de ne figurer sur la liste d'aucun groupe.

Président du Sénat : Jean-Pierre BEL (PS)

Vice-Présidents : Didier GUILLAUME (PS – Drôme)
Jean-Pierre RAFFARIN (UMP – Vienne)
Bariza KHIARI (PS – Paris)
Thierry FOUCAULT (PC – Seine-Maritime)
Jean-Léonce DUPONT (UC – Calvados)
Jean-Patrick COURTOIS (UMP – Saône-et-Loire)
Charles GUENE (UMP – Haute-Marne)
Jean-Claude CARLE (UMP – Haute Savoie)

Questeurs : Jean-Marc TODESCHINI (PS – Lorraine)
Gérard DERIOT (UMP – Allier)
Alain ANZIANI (PS – Gironde)

Présidences des commissions :

- Finances : Philippe MARINI (UMP – Oise)
(Rapporteur général du Budget : Nicole BRICQ (PS – Seine-et-Marne))

- Affaires étrangères, Défense et Forces armées :
Jean-Louis CARRERE (PS – Landes)

- Economie, Développement durable et Aménagement du territoire :
Daniel RAOUL (PS – Maine-et-Loire)
- Lois :
Jean-Pierre SUEUR (PS – Loiret)
- Affaires sociales :
Annie DAVID (PC : Isère)
- Culture, Education et Communication :
Marie-Christine BLANDIN (EELV – Nord)
- Affaires européennes :
Simon SUTOUR (PS – Gard)

Les Sénateurs des Français établis hors de France au Sénat

Commission des Affaires étrangères :

Robert del PICCHIA (UMP), Vice-président
Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP), Secrétaire
Hélène CONWAY-MOURET, Secrétaire
Jean-Pierre CANTEGRIT (UMP)

Commission des Lois :

Christophe FRASSA (UMP), Secrétaire
Christian COINTAT (UMP), Secrétaire
Jean-Yves LECONTE (PS)

Commission de la Culture, de l'Education et de la Communication :

Louis DUVERNOIS (UMP), Secrétaire
Claudine LEPAGE (PS)

Commission des Finances :

Richard YUNG (PS)
André FERRAND (UMP)

Commission des Affaires sociales :

Christiane KAMMERMANN (UMP)

Commission des Affaires européennes :

Richard YUNG (PS), Secrétaire
Robert del PICCHIA (UMP)
Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP)

Qu'est-ce qui va changer dans l'organisation des travaux du Sénat ?

Une nouvelle commission pourrait être créée. Il s'agirait d'une commission de l'écologie et du développement durable. Une séparation de l'actuelle Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, sur le modèle des deux commissions de l'Assemblée nationale (Affaires étrangères // Défense), est également envisagée. Une modification du Règlement du Sénat est nécessaire pour ces modifications.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2012.

Communications. Nouvelle politique de voisinage de l'Union européenne. / Rentrée universitaire 2011. / Le programme de travail du Parlement. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Patrick OLLIER, a souligné qu'il reste « *au gouvernement, hors période budgétaire, environ 8 semaines d'ordre du jour prioritaire dans chaque chambre* ». Les « quatre priorités » :

- L'examen des textes financiers ;
- La poursuite du chantier de la simplification des normes ;
- « *Le renforcement de l'efficacité de la justice* », avec la proposition de loi du député (UMP) des Alpes-Maritimes Eric CIOTTI instaurant un service citoyen pour les mineurs délinquants et le projet de loi de programmation sur l'exécution des peines annoncé récemment par Nicolas SARKOZY ;
- La poursuite de la mise en œuvre de la révision de la Constitution de juillet 2008 avec le projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (concernant les modalités d'organisation du référendum d'initiative populaire). M. OLLIER a indiqué que 226 lois ont été votées depuis 2007.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Faut-il sauver le soldat Dexia ? La banque franco-belge, née de l'alliance en 1996 entre le Crédit Communal de Belgique (1860) et le Crédit Local de France (1987), ne devrait pas survivre à cette crise de liquidités (les autres établissements ne lui accordent plus de crédits). Son administrateur délégué, Pierre MARIANI, a annoncé le démantèlement de la banque, tout en isolant ses portefeuilles et actifs non performants dans une « bad bank ». Le scénario actuellement envisagé passe par un adossement des principales activités de Dexia en France à la Caisse des dépôts (CDC) et à la Banque postale. En Belgique, le plan pourrait se matérialiser par une nationalisation partielle de la

banque de détail ou une scission de cette dernière dans une entité cotée séparément. C'est une page de l'histoire bancaire européenne qui se tourne.

Crédits immobiliers : les taux d'intérêts s'établissent en moyenne à 3.89% en septembre, contre 3.91% en août. La durée moyenne des prêts consentis s'est établie à 212 mois contre 215 en août.

Moins de demandeurs d'emploi indemnisés en août. Recul à 2,508 millions de personnes (-0,2% par rapport au mois précédent, +0,7% sur 1 an)/ Toutes allocations confondues (chômage, formation et préretraites), le nombre de personnes indemnisées par Pôle emploi est en augmentation de +0,1% en août, à 2.684.100 personnes (-1% sur 1 an).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A voir sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger : la première intervention du Secrétaire d'Etat devant les conseillers. <http://www.assemblee-afe.fr/intervention-de-m-edouard-courtial.html>

Cabinet d'Edouard COURTIAL, Secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger :

- Serge MUCETTI, directeur du cabinet ;
- Sébastien JEANNEST, chef de cabinet, conseiller auprès du secrétaire d'Etat.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Pas d'eau dans le gaz. Abrogation des 3 permis accordés en France pour l'exploration de gaz de schiste, confirmant ainsi l'interdiction de la très polluante technique de fracturation hydraulique. Les Ecologistes demandent « *l'abrogation de tous les permis en cours* ». Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET affirme pour sa part que les trois permis abrogés « *représentent la totalité des permis demandés en France en vue de l'exploration de gisements de gaz de schiste.* » Pour les 61 autres permis en cours de validité, les détenteurs « *n'ont pas prévu de rechercher des gaz et huiles de schiste ou y ont renoncé pour se limiter à des gisements conventionnels* ».

Plus d'actifs en France d'ici 2030. La population active devrait augmenter de 6,5%, passant à 31,4 millions de personnes, avec une hausse particulièrement importante dans le sud-ouest. Une des raisons en cause : une hausse du taux d'activité des seniors, sous l'effet des réformes des retraites de 1933, 2003 et 2010. La population active devrait se stabiliser ensuite pendant une dizaine d'années, avant de progresser à nouveau après 2035, avec l'entrée dans la vie active des générations nombreuses nées après 2000.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les 3 pommes qui ont compté... La première est celle qu'Eve a donné à Adam, Newton a reçu la deuxième sur la tête. Steve JOBS a croqué la troisième. Le co-fondateur d'Apple et ancien PDG de la société d'informatique, est mort à l'âge de 56 ans, des suites d'un cancer et d'autres problèmes de santé. Steve JOBS, père du Macintosh qui avait révolutionné l'informatique en le démocratisant, avait encore révolutionné le monde des nouvelles technologies avec l'iPod et l'iPhone.

CARNET

Nominations

Marc BOUTEILLER, jusqu'alors chef du service économique régional « Algérie », ambassadeur en Islande.

Philippe VINOGRADOFF, ancien consul général à Miami, serait nommé ambassadeur au Salvador.

Michel DJOKOVIC serait nommé ambassadeur au Vanuatu.

Thierry TUOT, membre du collège de l'Autorité de la concurrence, présidera le conseil d'administration de l'Académie de France à Rome.

Dominique RICHARD et Olivier KIRSCH, membres du Conseil économique, social et environnemental.

Jacques GERAULT, directeur de cabinet du ministre de la Défense et des Anciens combattants, serait nommé « directeur des affaires publiques » du groupe Areva.

Arnaud MURGIA, conseiller parlementaire au pôle Sénat, au cabinet du Ministre chargé des Relations avec le Parlement.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel** : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : r.delpicchia@senat.fr